

# Les résistances à la colonisation française en Afrique noire (1871-1914)

Christophe Wondji\*

---

*Abstract: The creation between 1871 and 1914 of Francophone Western Africa and Francophone Eastern Africa was achieved through two processes: conquest then complete domination of the peoples. However the peoples strongly resisted both politically and militarily. In the Sudan-Sahel area, Islam played a key role in the resistance to French conquest by devising the military logistics and diplomatic channels. African kings also used the wars and diplomacy for their political gains and strategic alliances. That was what Elhadji Omar, Samori, Gbehanzin and Rabah did to fight Bouet-Willamez, Faidherbe, Borgnis-Desbordes, Gallieni, Archinard and Geniil. After the defeat of the more powerful kings the struggle for resistance was continued by the less powerful ones. This happened in many segmentary societies and some revolts against social and economic exploitations. However in some coastal and forest areas, the local resistance was weak.*

---

De 1871 à 1914, la colonisation française s'est imposée à huit Etats de l'Afrique occidentale et à quatre Etats de l'Afrique centrale; le Togo, le Cameroun, le Rwanda et le Burundi étaient sous domination allemande et le Zaïre sous domination belge.<sup>1</sup> La mise en place des fédérations coloniales d'AOF et de l'AEF s'est effectuée en deux phases; une phase d'exploration et de conquête jusqu'en 1900, une phase de prise en main effective des populations non encore soumises à l'autorité française après la signature des traités de délimitation.

Au cours de ces deux processus, les rois et les chefs, les peuples des communautés villageoises et claniques, les chefs des cultes et confréries religieuses, s'opposèrent aux Français par des actions de résistance dont la multiplicité et la diversité voire la permanence, exprimèrent la volonté des Africains de refuser le système colonial. Mais l'histoire a souvent retenu les

---

*Africa Development Vol. XVIII, No. 4, 1993, pp119-132*

1 Le Togo et le Cameroun entrent dans la mouvance française comme territoires sous mandat rattachés à l'Afrique occidentale française (AOF) et l'Afrique équatoriale française (AEF) après la défaite de l'Allemagne pendant la première guerre mondiale. Il en est de même pour le Rwanda et le Burundi qui entrent dans la mouvance belge aux côtés du Congo (Zaïre).

grandes résistances organisées et conduites par les hommes d'Etat et de guerre qui ont dominé la scène politique de l'Afrique à l'époque de l'expansion; El Hadj Omar, Samori, Gbehanzin, Rabah, etc. Elle a négligé comme de menus faits les résistances acharnées menées par les villages, groupe de villages ou ethnies qui ont donné beaucoup de mal aux colonnes militaires.

La plupart des grandes résistances ont un caractère essentiellement politique et militaire: refus de la présence étrangère génératrice d'empiétements territoriaux et dangereuse pour l'intégrité et la souveraineté des Etats. Elles s'inscrivent surtout dans la période du partage colonial qui coïncide pour l'ensemble du continent africain avec la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Contre les troupes françaises les souverains africains engagèrent souvent de longues guerres de résistance.

L'un des théâtres privilégiés de ces guerres, en Afrique occidentale et centrale, fut l'espace sahélo-soudanais qui s'étend du Sénégal au Niger et au lac Tchad. Dans cette vaste région de steppe et de savane, ouverte depuis des siècles au commerce transsaharien et qui fut le domaine d'élection des grandes hégémonies politiques, l'Islam contribua au XIX<sup>e</sup> siècle à la reconstruction des Etats africains précoloniaux. Grâce à l'influence des confréries maraboutiques, on assiste d'une part, à la revigoration d'anciennes entités politiques (émirats mauritaniens, sultanats du Niger, royaumes sénégalais et tchadiens), d'autre part à l'émergence et à l'affirmation de nouvelles hégémonies (empire toucouleur d'El Hadj Omar à Ahmadou, empires de Samori et de Rabah). Cet Islam militant accentua sa vocation à la résistance d'autant plus que la politique française d'expansion, conduite par des officiers décidés à créer un grand empire africain et peu enclins aux compromis diplomatiques, s'accommodait mal de l'existence des souverains musulmans indépendants; d'où les nombreux affrontements ponctués par des trêves souvent éphémères.

La stratégie de la conquête française se déploya à partir des positions acquises depuis Bouet-Willamez sur le littoral atlantique allant de St-Louis jusqu'au Gabon, et de la colonie du Sénégal créée par Faidherbe de 1854 à 1864. Après la politique de "recueillement" consécutive à la guerre de 1870, l'expansion reprit ses droits en 1876-80 en suivant deux axes majeurs: l'axe maritime en direction du Golfe de Guinée et du Gabon, l'axe terrestre en direction du Niger et du Tchad; ces deux axes devaient être raccordés par des missions Nord-Sud et Sud-Nord, reliant le Soudan au Golfe de Guinée et le Congo au Tchad. Pour construire ce grand empire africain, les moyens en personnel avaient été dégagés depuis Bouet-Willamez et Faidherbe: les officiers de marine et du génie avaient des troupes régulières à leur disposition avec la création en 1857 du corps des tirailleurs sénégalais; ils étaient dirigés par des chefs d'envergure dont l'habileté politique et la ténacité allaient contribuer efficacement aux succès de l'entreprise. A ces

moyens militaires qui étaient donnés aux Borgnis-Desbordes, Gallieni, Archinard, Gentil et Dodds, s'ajoutaient les moyens diplomatiques que constituaient les traités de protectorat hérités de la période des comptoirs et ceux signés à l'intérieur au cours des explorations du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle.

L'utilisation de la diplomatie et de la guerre fait aussi partie de la stratégie des chefs d'Etat africains auxquels allaient se heurter les officiers de la conquête française. Cette stratégie s'observe dans les résistances des royaumes sénégalais situés sur l'axe qui mène au Niger et au Soudan. Ayant déjà annexé le Walo et imposé son protectorat aux Etats du Haut Fleuve, la France n'avait plus qu'à soumettre le Djolof, le Sine-Saloum, le Fouta-Toro et le Cayor. En proie aux dissensions sociales internes liées aux appétits des clans dynastiques et aux aspirations des groupes traditionnellement associés au pouvoir (esclaves de la couronne), attisées par l'Administration française dont la politique coloniale sapait les bases économiques de l'aristocratie, ces royaumes eurent souvent recours à la diplomatie plutôt qu'à la guerre; alliances entre souverains et traités avec la France furent noués par intermittence.

L'exemple du Cayor est significatif à cet égard. Chassé de son pays en 1864, Lat Dior, damel (roi) du Cayor, engagea la lutte contre la France qui avait la mainmise sur la partie septentrionale de son royaume. Reconnu comme damel en 1871, il entretint de bonnes relations avec les autorités françaises jusqu'à ce que le gouverneur du Sénégal décide en 1881 de construire le chemin de fer Saint-Louis — Dakar afin de stimuler le commerce et favoriser la pénétration coloniale. Ne pouvant accepter l'occupation de son pays Lat Dior entreprit d'empêcher la construction de la voie ferrée et de s'entendre avec les autres souverains de la région pour organiser la lutte contre la France. Dès lors, ce fut la rupture: un corps expéditionnaire est envoyé au Cayor, Lat Dior destitué et remplacé par un nouveau damel, est contraint à l'exil. Malgré son alliance avec Alboury Ndiaye, roi du Djolof, et l'appui des rois du Sine Saloum et du Fouta Toro, il allait courir d'échec en échec jusqu'en 1885, date à laquelle la France fit la paix avec le Djolof. Abandonné par ses pairs et par ses sujets, ne pouvant reconquérir son rôle, Lat Dior fut acculé à une confrontation finale avec les Français en 1886; défait à la bataille de Dekhle, il meurt dans la dignité; mais le Cayor est définitivement conquis. Les autres royaumes suivront. Affaibli par les querelles dynastiques consécutives aux disparitions de Maba Diakhou (1867) et de Kumba Ndoffen Diouf (1871), le Sine Saloum est conquis en 1887. Quant au Fouta Toro dont le souverain Abdul Bokar Kane a rompu son alliance avec les Français en 1879, il perd son indépendance en 1891. A cette même date, Albouri Ndiaye, roi du Djolof qui a signé des traités avec la France en 1885 et en 1889, est acculé à quitter son pays pour

rejoindre les armées d'Ahmadou, roi de Ségou. Le Djolof entre ainsi dans la mouvance française.

Ayant choisi la mort ou l'exil plutôt que la soumission, ces souverains légitimistes du Sénégal sont des souverains déterminés qui ont réalisé l'alliance de l'islam et des traditions héroïques africaines. On retrouvera cette même détermination au Soudan occidental et d'abord chez Mamadou Lamine Dramé qui créa un Etat musulman à cheval sur le Sénégal, la Gambie et l'actuel Mali. Fils de marabout, ayant étudié au Fouta Toro, le Sarakhollé Mamadou Lamine a fait son pèlerinage à la Mecque, a voyagé à Constantinople et séjourné à Ségou. Membre de la *Sénoussiya*, il professe un islam dont l'une des idées principales est que les musulmans ne doivent pas vivre dans une région gouvernée par les non-musulmans. Il entreprend donc la lutte contre les Français qui ont imposé réquisitions et travail forcé aux populations du Haut-Fleuve, situées entre la colonie du Sénégal et le Soudan en voie de conquête. Après le siège de Bakel (mars 1886), le marabout doit s'enfuir vers la Haute Gambie où Galliéni a décidé de le poursuivre. Malgré ses nombreuses troupes, Mamadou Lamine ne peut résister aux attaques des Français et de leurs alliés africains (Ahmadou de Ségou et Moussa Mollo de Haute Casamance); il est défait et tué en décembre 1887.

L'obstacle du marabout sarakholé étant franchi, l'expansion française au Soudan va se heurter à deux grands Etats musulmans; l'empire toucouleur d'El Hadj Omar dirigé pendant cette période par Ahmadou et l'empire de Samori Touré alors en plein éssor. Sur la résistance de ces deux puissants empereurs les écrits sont abondants et les faits bien établis. Retenons qu'ahmadou fut plus diplomate que guerrier et Samori plus guerrier que diplomate; mais tous les deux voulurent préserver la souveraineté de leurs Etats.

De 1870 à 1887, Ahmadou rechercha constamment l'alliance des Français avec lesquels il avait intérêt à s'entendre pour des raisons de politique intérieure. Vaste empire allant du Sénégal au Niger et composé de peuples divers dont certains comme les Bambaras et les Peuls aspiraient à l'indépendance, l'empire toucouleur connaissait des difficultés: famille impériale divisée, armée faible en hommes et en matériel, sources d'approvisionnement aux mains des Français désormais maîtres du Sénégal et des voies de communication reliant le Soudan à la mer. Ahmadou devait donc compter sur les Français. Ceux-ci connaissaient en outre le prestige au Soudan de l'héritier d'El Hadj Omar, qui se considérait comme le chef unique de la communauté musulmane et avait beaucoup d'influence en Sénégalie, surtout au Fouta Toro, berceau des toucouleurs. Le traité signé en 1880 reconnaissait l'indépendance et l'intégrité des territoires d'Ahmadou. Celui de 1887 consécutif à la progression de l'expansion française sur le Niger (Bamako en 1881-83), accordait la protection

nominale de la France à l'empire toucouleur. Mais Ahmadou fut déçu: en 1889, Archinard attaque Koundian l'une des villes-fortes de son allié.

A partir de 1889, Ahmadou passa de la stratégie de l'alliance à la stratégie de la guerre. Il s'appuya sur son titre de Sultan pour en appeler à la défense de la foi; des lettres sont envoyées au Djolof, au Fouta Toro et en Mauritanie. Rien n'y fit; il est obligé de faire la guerre car en avril 1890, Archinard prend Ségou et Koniakari; en dépit de ses attaques contre la voie ferrée Kayes-Bafulabe, Archinard le chasse de Nioro en 1891 et le contraint à l'exil vers Dori et le pays haoussa, suivi de quelques partisans prestigieux comme l'ex-roi du Djolof Albouri Ndiaye. L'empire toucouleur avait vécu mais Ahmadou n'avait pas été soumis aux étrangers et aux infidèles.

Quant à Samori, préférant l'affrontement à l'alliance, il mit constamment la diplomatie au service de la guerre de résistance. Surtout, lorsqu'il s'aperçut de 1882 à 1884 que les Français cherchaient à le chasser du Haut-Niger dont il contrôlait les sites aurifères. Il était, en effet, en pleine ascension lors de son premier contact avec les officiers de la conquête française: en 1881-1882, l'empire s'étendait sur les savanes méridionales soudanaises allant de la Sierra Léone à la Côte d'Ivoire du Nord-Ouest; il disposait alors d'une armée bien équipée, formée d'une cavalerie et d'une infanterie, dotée d'un matériel de plus en plus perfectionné et composée de soldats de métier. D'où les succès qu'il remporta sur les Français en 1885: repoussé du Bouré (Haut-Niger), il réussit à le reconquérir. Il avait un autre avantage sur Ahmadou: les routes de la mer par la Sierra Léone et le Libéria lui étaient ouvertes et sa diplomatie consistait à rechercher l'alliance des Britanniques qui contrôlaient les sources de son approvisionnement en armes et munitions. Enfin, un troisième avantage: un réseau de marchands liés à l'empereur animait le commerce dans les territoires conquis.

L'évolution de la résistance samorienne se déploie en trois mouvements à partir de 1882. Jusqu'en 1888, Samory signe des traités avec les Français (1886 et 1887), afin de gagner du temps et de lutter contre les ennemis intérieurs; la guerre contre Tiéba, roi de Sikasso, lui montre la complicité de ce souverain avec la France dont les officiers suscitent par ailleurs des révoltes dans ses Etats. C'est pour donner une plus grande homogénéité à son empire qu'à partir de 1886 il prend le titre prestigieux d'Almamy et tente de créer un Etat théocratique. Mais à partir de 1888, avec l'échec de la guerre contre Sikasso et la grande révolte qui secoue ses Etats, Samori renonce à son projet d'un empire exclusivement musulman même s'il continue d'être Almamy. Entre temps, grâce à son commerce avec la Sierra Léone son armée est équipée en fusils Gras à répétition (1885) et en fusil à tir rapide (1888); le traité avec les Britanniques en 1890 est destiné à consolider les bonnes relations avec Freetown. De 1891 à 1892, la pression française se fait plus forte et Samori sera chassé du Haut-Niger: victorieux en septembre 1891 mais battu en janvier 1892, il amorce son repli vers l'Est

pour créer un nouvel empire au Nord de la Côte d'Ivoire. Repoussant les colonnes (colonne Montéil en 1895), occupant sans coup férir toutes les contrées qu'il traverse de Kong à Bondoukou jusqu'en Haute-Volta et au nord de la Gold Coast, Samori devient un obstacle à la jonction des possessions du littoral avec le Soudan Français. Et, la progression de l'expansion européenne en ces années 1890, où les accords entre puissances conquérantes délimitent les zones d'influence, obstrue les voies d'accès à la mer; après Freetown et Monrovia (1893-1894), la porte du Bandama se ferme avec la conquête du pays Baoulé (1897-1898). D'où le retour de Samory vers l'Ouest, c'est-à-dire vers le Libéria et le pays Toma; devenue inévitable, sa capture a lieu en septembre 1898 à Guéoulé dans un petit village de l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Déporté au Gabon, il meurt en exil; il n'a pas eu la chance de finir ses jours en toute liberté comme le Sultan Ahmadou qui mourut en 1898, chez ses parents maternels de Sokoto.

Le bassin du lac Tchad où Rabah imposa la guerre aux Français est une autre région de grande résistance dans l'espace sahélo-soudanais. Venu du Bahr el Ghazal, Rabah avait créé de 1875 à 1889 un vaste empire qui s'étendait d'Est en Ouest du Wadaï au Bornou. Par la guerre et les razzias, appuyées sur une armée nombreuse et disciplinée, il avait mis sous sa suzeraineté les vieux Etats musulmans de l'Afrique centrale: Kanem, Bornou, Baguirmi, Wadaï. Son influence fut si grande qu'elle atteignit le Haut-Oubangui, chez les Sara et les Kouti. En 1898, Rabah était puissant et riche grâce à son armée de 35000 hommes, à ses razzias fructueuses et aux tributs annuels que lui versaient les sultanats et les peuples soumis.

Deux objectifs fondamentaux allaient conduire les Français à lutter contre Rabah: les méthodes brutales d'un empereur esclavagiste, la stratégie de l'expansion française qui avait donné au lac Tchad la vocation de plaque tournante entre les possessions d'Afrique du Nord et du Sahara, de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale; d'où les missions d'exploration et de pénétration en direction du Tchad et l'inévitable conflit avec Rabah.

Les difficultés commencent dès 1890-1891 avec l'exploration de la Haute-Sangha, de l'Oubangui et du Chari, menée à partir du Congo. En avril 1891 à El Kouti, les hommes de Rabah assassinent Crampel qui tente de joindre le lac Tchad par la voie de l'Oubangui et du Kouango. La tension monte lorsqu'en 1895 Gentil reconnaît le lac Tchad et signe un traité avec le sultan du Baguirmi en 1897. Mécontent, Rabah détruit Kousséri et Goufel — villes du Baguirmi — et chasse le sultan de sa capitale Massenya. Celui-ci fait appel aux Français; la mission Bretonnet-Braun est massacrée par Rabah à Kouno en octobre 1899; Rabah est obligé de se retirer à Dikoa dans le Bornou, où il fait arrêter et exécuter De Behagle, chef de mission commerciale et diplomatique. Dès lors, les Français décident d'en finir avec Rabah et envoient contre lui trois colonnes expéditionnaires chargées de le prendre en tenailles.

Une colonne venue de l'ouest par Zinder, touche le Tchad en octobre 1899 et signe un traité avec le Kanem; une autre arrive de l'Algérie par le Sahara et atteint le Tchad en janvier 1900; ces deux colonnes font la jonction avec celle qui est venue du Sud par l'Oubangui-Chari: le 22 avril 1900, à Kousséri, les Français, sous le commandement de Lamy livrent bataille à Rabah. L'empereur est défait et tué; mais le commandant Lamy périt au cours du combat.

De la bande sahélo-soudanaise vers le Golfe de Guinée, on rencontre quelques grands Etats dont les résistances ont été vite réduites. En 1896, avec la prise de Ouagadougou, le plus grand des royaumes mossi était occupé. En 1898, c'en était fini du KénéDougou de Tiéba avec la prise de Sikasso et la mort héroïque de Babemba. Dans la zone intermédiaire conduisant vers la mer et la forêt, le Fouta Djallon et le royaume du Dahomey ont eu des réactions de résistance dignes d'intérêt.

Etat théocratique et confédéral, né au XVIII<sup>e</sup> siècle et situé sur un massif montagneux faisant tampon entre le Haut-Niger et la Côte des Rivières, le Fouta Djallon est resté jusqu'en 1889 hors de portée des visées conquérantes de la France. Il jouit donc d'une relative autonomie entre 1872 et 1890 grâce à cette position géographique et au fonctionnement normal de son système politique fondé sur l'alternance au pouvoir de deux partis claniques; les Alfaya et les Soriya. Pour échapper aux visées expansionnistes européennes, les *Almamy* pratiquent une politique de bascule entre Britanniques de Sierra Léone et Français du Sénégal, signant avec chacune des deux puissances des traités d'amitié et de commerce: 1873 et 1883 avec les Britanniques, 1881 et 1883 avec les Français. Même Šamori jouit des faveurs de la coopération avec les *Almamy* (1883). Cette politique allait se dégrader à partir de 1889-1890 sous la pression conjuguée des crises internes et de la volonté française de conquête.

A l'intérieur, la situation se dégrade avec l'avènement de Bokar Biro en 1890 qui met en péril l'équilibre politique et social du système de l'*almamyat*. Ses tendances autoritaires et centralisatrices créent une forte opposition qui coalise clans au pouvoir et chefs de province contre les prétentions hégémoniques du nouvel *almamy*. D'où en 1895 la formation d'une ligne d'opposants animée par Alfa Yaya et qui fait appel aux Français. A l'extérieur, la France qui est en train d'achever la conquête du Soudan et a formé en 1895 la fédération de l'AOF, entend réduire à néant les prétentions à l'indépendance du Fouta Djallon. Le traité de 1883 est interprété en termes d'occupation et une colonne expéditionnaire va créer un poste militaire à Timbo en mars 1896. Esseulé, l'*Almamy* Bokar Biro doit lutter contre les Français coalisés avec les autres chefs peuls: la bataille de Porédaka en novembre 1896 sonne le glas de l'indépendance du Fouta Djallon qui sera annexé à la colonie de Guinée française.

Si la diplomatie a prévalu au Fouta Djallon, au Dahomey, la guerre prévaudra. Vieille monarchie centralisée qui contrôlait depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle le commerce du littoral en s'appuyant sur les bases portuaires de Ouidah et Cotonou, le royaume du Dahomey va d'abord mener une résistance politique avec le roi Glele. Utilisant la diplomatie dans un contexte où les puissances européennes étaient en compétition sur le littoral, Glele allait défendre fermement la souveraineté de son pays. En 1877, après le blocus anglais de Ouidah (1876), il signe une convention qui confine les Britanniques dans un rôle exclusivement commercial; par l'arrangement de 1887, les Portugais sont amenés à renoncer officiellement à leurs prétentions sur le littoral du Dahomey. Celles des Français sur Cotonou sont dénoncées la même année et l'accord de 1864 est rendu caduc. Les Français recevaient ainsi le même traitement que les autres puissances.

L'échec de Bayol devait déterminer la France, désormais sans concurrent européen, à occuper le Dahomey par la force. A la diplomatie allait succéder la guerre d'autant plus que le roi Gbéhanzin, successeur de Glele, n'entendait pas marchander la souveraineté de son pays qui était d'ailleurs doté d'une forte armée. En temps de paix, le Dahomey avait une armée permanente de 4000 hommes; en temps de guerre, il était capable de mobiliser tous les hommes, et disposait d'un corps d'élite avec les amazones, femmes-soldats redoutables et intrépides. A la force, Gbehanzin allait répondre par la force tout en sachant cependant négocier lorsque l'adversaire l'acceptait. C'est ce qui arriva en 1890: entre février et mars, les Français arrêtent des fonctionnaires d'Abomey et les livrent à leur allié de Porto-Novo, le roi Toffa; Gbehanzin riposte immédiatement et met en déroute la coalition des adversaires (avril 1890); le traité signé en octobre reconnaît le protectorat de la France sur Porto-novo et lui accorde contre redevance une concession à Cotonou.

Ayant décidé d'abattre le royaume d'Abomey, la France multiplie les provocations et cherche un *casus belli*; en 1892, elle va au secours de son protégé de Porto-Novo lorsque les troupes d'Abomey envahissent des villages de l'Ouémé; elle se prépare à la guerre lorsque les hommes de Gbéhanzin arraisonnent une canonnière française sur l'Ouémé.

Avec l'appui du parlement, une armée de 3000 hommes bien équipés est placée sous le commandement du colonel Dodds en mai 1892. De juin à août 1892, le littoral est dégagé à la suite d'opérations menées autour de Cotonou, Porto-Novo et Grand Popo. En septembre, une colonne expéditionnaire marche sur Abomey: Gbehanzin livre des combats de harcèlement mais la colonne atteint Abomey en novembre 1892. Replié au Nord après la destruction de son armée, le roi organise la résistance populaire des communautés villageoises; il devient imprenable. Mais le régime d'occupation infligé à la population de la capitale désespère l'aristocratie qui accepte la nomination d'un roi fantoche et contraint

Gbehanzin à négocier avec les Français; le 28 janvier 1894 le roi se présente au général Dodds qui l'arrête et l'envoie en exil en Martinique. La même année, la colonie du Dahomey est créée.

Pendant la période des résistances étatiques, on note aussi l'existence d'actions de résistance menées par des groupes de peuples et des grandes chefferies ou "royautés élémentaires" n'ayant pas atteint la puissance militaire des Etats précédents. Telles sont les résistances populaires des sérères du Baol au Sénégal (1889-1891) des Samos, Markas, Bobos et Peuls de Haute Volta (1896-98); telles sont aussi les résistances des chefferies Bariba du Borgou dans le Nord-Dahomey (1897); telles sont encore les résistances des chefferies et royaumes de Côte d'Ivoire de 1893 à 1899 (Indénié, Akaplès, Sud-Baoulé, Assikasso, Bas-Cavally). Ces résistances ne mobilisent pas de grandes armées comme au Soudan Nigérien, au Tchad ou au Dahomey. Elles utilisent la guerre de guérilla faite d'harcèlements incessants des troupes coloniales et d'attaques surprises des postes militaires; d'où leurs liens avec les résistances de la période suivante.

La chute des grands Etats africains et la formation des territoires coloniaux ne marquent pas en effet, la fin de la résistance. Si les souverains sont vaincus, morts ou exilés, les peuples des sociétés non étatiques ne se considèrent pas comme conquis et font fi des accords de possession ou de délimitation auxquels ils n'ont jamais pris part. En 1900, ces peuples s'affirment comme totalement indépendants. Sauf les régions littorales où l'implantation française est ancienne, des portions entières de territoire sont encore à pénétrer et à conquérir en Mauritanie, au soudan, au Niger, en Guinée et en Côte d'Ivoire forestières, en Afrique équatoriale. A la résistance de ces peuples s'ajoute la résistance au système colonial proprement dit, et de 1900 à 1914 on assiste à une combinaison de plusieurs formes: résistances à la conquête et résistances à la colonisation.

Intégrée à l'AOF en 1901, la Mauritanie est à peine conquise et occupée. En 1903, Coppolani met fin à la pénétration pacifique et entreprend l'occupation militaire du territoire. Dès 1904 il doit faire face à un vaste mouvement de résistance organisé autour du Cheikh Ma Al-Aynin, chef marabout maure du Sahara occidental. Coppolani est tué en 1905 mais le colonel Gouraud prend Atar (Adrar) en 1909. Malgré la mort du Cheikh en 1910, la résistance se poursuit et remporte des succès; en 1913 à Al-Boirat; en 1923 à Moutounsi. Elle continuera de façon sporadique et perdra toute vigueur en 1936 avec le ralliement des héritiers de Ma Al-Aynin à l'autorité française.

Au Niger, la pénétration et l'occupation provoquent d'abord quelques réactions isolées dans les régions de l'Ouest et du Sud: en 1898, l'officier français Caze Majou est tué à Zinder; en 1905 et 1906, les troupes françaises doivent réprimer les révoltes suscitées par des marabouts parmi les populations Djerma, Sonray, Peul et Haoussa. Mais la véritable résistance armée

apparaît chez les Touaregs pendant la première guerre mondiale. En avril 1916, l'*Aménokal* (chef) des Oulliminden de l'Ouest attaquent un poste français et tentent de soulever les populations au Nord de Niamey. Dans l'Aïr, le sénoussite Kaossen, et le Sultan d'Agadez mettent en péril la présence française en 1917: la garnison d'Agadez est assiégée pendant trois mois et les Français doivent la dégager avec l'appui de renforts venus du Nigéria. Mais la révolte continuera au Nord-Est de l'Aïr jusqu'en 1918.

Jusqu'à la veille de la première guerre mondiale, les Diola de Casamance, les Dogon du Soudan, les Coniagui, Kissi, Toma, Manon et Guerzé de la Guinée, formaient encore des noyaux de résistance à la pénétration coloniale. Ayant naguère échappé à l'emprise des souverains africains, ces peuples libres et indépendants ne pouvaient accepter de nouveaux envahisseurs. Dès les années 1880, l'arachide et le caoutchouc attirent les commerçants en Casamance et face à la concurrence britannique et portugaise, les Français envisagent la conquête de cette région. Les Diola n'acceptent ni l'installation de postes militaires ni le paiement de l'impôt en riz, encore moins l'introduction en 1891 d'une chefferie artificielle aux mains des Wolof. Habitant un pays boisé où un lacs de marigots isole les villages, aptes à se réfugier dans la forêt avec bétail et vivres, ils se montrent insaisissables et donnent beaucoup de mal aux colonnes de répression qui sont envoyées contre eux de 1887 à 1914. Les Coniagui qui protègent les sites défensifs de leur zone montagneuse se soumettent aux autorités de la Guinée française en 1904 après une guérilla particulièrement meurtrière. Dans les forêts de Guinée, les conditions naturelles, l'organisation des populations en villages fortifiés et l'incertitude de la frontière libérienne, favorisent jusqu'en 1912 les actions de résistance des Kissi, Toma, Manon, Guerzé. Alliés de Samori, les Toma affrontent les Français de 1894 à 1900 et épuisent leurs troupes. En 1907, ils résistent pendant 6 mois dans l'enceinte fortifiée du village de Boussédou que les troupes coloniales sont obligées d'abandonner. En 1911, une révolte générale embrase les secteurs Guerzé et Manon qui s'insurgent contre le paiement de l'impôt. Il faut attendre 1912 et au-delà pour que l'autorité coloniale s'impose à cette région forestière quadrillée de postes militaires. Ce sont les abus des agents coloniaux dans la perception de l'impôt qui provoquent aussi la rébellion des Dogon en 1908-1909; regroupés en quatre centres de résistance, évitant de descendre dans la plaine mais accrochés à leurs falaises, les villages révoltés refusent de se soumettre jusqu'en janvier 1910.

En Côte d'Ivoire, les résistances populaires furent très nombreuses en raison de l'étendue du massif forestier, de l'extrême morcellement des sociétés à prédominance segmentaire et de la longue durée des actions répressives. La dialectique insurrection/répression/insurrection se développa constamment ici, jusqu'en 1914 et au-delà en 1921. De 1893 à 1900, la colonisation semblait avoir bien commencé: le danger samorien était écarté,

le Baoulé et l'Indénié occupés, une fraction du Soudan incorporée au territoire, une administration régulière établie à la suite des explorations qui avaient fait la jonction du littoral et du Soudan en traversant la forêt. En 1901, l'impôt de capitation était donc introduit comme instrument d'acceptation de l'autorité coloniale.

Mais la résistance, qui était déjà apparue au cours des années 1890, allait continuer à fragiliser cet édifice colonial en gestation. Les populations avaient toléré la présence des Français parce qu'ils promettaient la paix. Jusqu'en 1908, la stratégie de la pénétration pacifique se traduisit par la création des postes et des pistes forestières. Elle s'accompagna cependant d'exigences intolérables comme le portage et les corvées, qui allaient provoquer les révoltes et les insurrections. De nombreuses opérations militaires furent menées de 1902 à 1906 pour imposer le portage aux Baoulés. Révoltés, ils défendirent leur pays village par village; en juin 1902, 1500 à 2000 guerriers empêchent les Français de prendre le centre aurifère de Kokoumbo. En 1905, les Èbriés des lagunes excédés par les corvées s'insurgent contre l'administration coloniale et menacent de prendre Bingerville, la capitale. A Daloa (1906), et à Man (1908) les postes sont assiégés par les populations bété et dan avoisinantes.

Lorsqu'en 1908 Angoulvant prit la direction de la colonie, l'autorité française était à peine assurée: le littoral, le Sud-Est et le Nord exceptés, la Côte d'Ivoire était en proie à la résistance. De 1908 à 1910, le nouveau gouverneur essaye d'abord de faire régner l'ordre en envoyant des expéditions punitives dans les secteurs insoumis. Ainsi, à Osrou chez les Adioukrou, un détachement de 300 tirailleurs est chargé en décembre 1909 de récupérer l'impôt impayé. Cette politique s'affirma de 1910 à 1915: des colonnes militaires aux effectifs importants, bien équipées et dirigées par des officiers chevronnés, sillonnent la région forestière d'Est en Ouest et du Nord au Sud, réduisant systématiquement les foyers de résistance des peuples abè, akye, baoulé, gouro, dida, bété, dan et guéré. Des affrontements mémorables marquèrent cette chaîne de révoltes et de répressions, cette période de guerre généralisée dont parlent avec émotion les rescapés encore vivants: la révolte des Abè d'Agboville en 1910-1911 fut l'un de ces épisodes mémorables. Exaspérés par les exigences administratives dues à la construction de chemin de fer, les Abè se soulèvent soudainement et pendant plusieurs mois interrompent les travaux. La nouvelle de cette révolte entraîne d'autres révoltes chez les Baoulés (Ngban et Agba) de la voie ferrée et chez les Akyé d'Adzopé. Angoulvant réagit en regroupant près de 1000 soldats dans la région d'Agboville et en organisant le nettoyage systématique des secteurs avoisinant le rail. Ces secteurs sont dégagés en 1911. Jusqu'à son départ en 1915, le "pacificateur" de la Côte d'Ivoire s'attache à éteindre les foyers de révolte par le désarmement et la reddition des fusils ainsi que par l'arrestation et l'internement des meneurs: le 30 sep-

tembre 1914, 111 912 fusils sont récupérés; environ 220 chefs de guerre et féticheurs sont déportés en Mauritanie et au Dahomey. Ces chiffres qui ne tiennent pas compte des internés de Côte d'Ivoire (Bas-Cavally, Nord, etc.), des actions de désarmement et de déportation consécutives aux révoltes des années postérieures (1916-1921), attestent l'ampleur du phénomène des résistances populaires en Côte d'Ivoire.

Dans les régions littorales et forestières de l'Afrique équatoriale, les anciens Etats précoloniaux apparus aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles (Loango, Congo, Anzika...) étaient depuis longtemps en décomposition. Réduits en une poussière de chefferies, leur faiblesse explique la forme relativement pacifique de la pénétration de ces contrées. Brazza et les explorateurs du XIV<sup>e</sup> siècle n'eurent à affronter aucune résistance digne de ce nom. Ils remontèrent les rivières littorales du Gabon et les affluents du Congo sans engager les grandes batailles auxquelles la conquête de l'Afrique de l'Ouest nous a habitués.

Mais cela ne signifie pas que les Africains de cette partie du continent aient été totalement passifs. Au Gabon les chefs du littoral acceptèrent souvent à contre-cœur les traités inégaux de la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle. On sait que les notables Mpongwe, Orungu et Enenga s'opposèrent de 1839 à 1867 aux traités qui établissaient la présence française dans leur pays. Ainsi, Rempole chef des Enenga souhaitait-il en 1867 commercer avec les Européens, laisser passer leurs pirogues mais ne désirait pas les voir s'établir chez lui. C'est que les chefs des populations côtières et avoisinantes exerçaient le monopole sur les échanges avec l'intérieur. Avec les explorations et l'ouverture au commerce des rivières Como et Ogowê, les résistances allaient s'accroître entre 1873 et 1886. Des soulèvements allaient ainsi se substituer aux attaques de canots et aux pillages de factoreries des décennies précédentes.

Ces soulèvements affectèrent tous les peuples côtiers et prirent l'allure de véritables guerres commerciales: contre la hausse des prix des marchandises importées, les Fang se révoltent en 1876 et 1880, les Nkoni en 1879-1881 et les ngubi en 1884; d'autres soulèvements ont lieu de 1892 à 1902 contre les bas prix imposés aux produits locaux.

Cette lutte contre la détérioration des termes de l'échange qu'on peut observer à cette époque sur toute la côte africaine, s'aggrave ici avec le régime des grandes concessions institué en 1899 et qui superpose les redevances coloniales aux effets de l'échange inégal. La résistance armée conduite par Emane Tole dans la région de Ndjole sur l'Ogowê de 1886 à 1902 visait à la fois à faire respecter les droits des intermédiaires commerciaux et à réagir contre les abus des grandes compagnies concessionnaires: Emane Tole réussit ainsi à former une coalition de villages Fang contre la colonne expéditionnaire de Largeau en 1896; à la bataille qui s'engage en 1902 lorsque la Société de Haut-Ogowê recrute des miliciens

pour défendre ses intérêts, Emane Tole est vaincu et déporté à Grand-Bassam en Côte d'Ivoire.

Lorsqu'on entre dans la période proprement coloniale, la résistance s'affirme comme une lutte contre l'exploitation économique, sociale et politique. La rébellion dirigée par Mbombe chez les Mitsogo en 1903 avait des motifs complexes; les excès des agents des grandes sociétés, l'opposition à la création de postes militaires et à la perception de l'impôt. Le combat des partisans de Mbombe dura jusqu'en 1908: après de nombreux affrontements avec les troupes du capitaine Colonna de Leca, les insurgés perdent deux batailles en juin 1908 et leur chef est arrêté; il meurt en prison en 1913 avant même d'être déporté au Tchad. D'autres révoltes ayant les mêmes motifs éclatèrent dans le Sud-Gabon, au Congo et dans la région frontière entre le Gabon et le Cameroun; citons le mouvement de Mavouroulou sur le Haut-Ngunyi (1906-1909), la révolte des populations de la Lobaye au Moyen-Congo (1904-1910) celle de la Ngokosangha dans le Congo occidental (1908), enfin le mouvement des Binzima dans le Woleu-Ntem (1909-1910).

Outre qu'elle signifie la volonté des populations gabonaise et congolaise à rejeter le système colonial, cette multiplication des révoltes témoigne de la faiblesse de l'administration en AEF: les effectifs militaires insuffisants ne permettent pas aux autorités coloniales d'occuper efficacement le terrain; les forêts et les marécages de ces régions méridionales facilitent comme en Côte d'Ivoire la résistance de groupes isolés et insaisissables, les embuscades et la défense des villages fortifiés. D'année en année, les officiers mènent des expéditions punitives mais souvent sans lendemain.

Au Tchad, la résistance n'avait pas cessé après la chute et la mort de Rabah. Ses fils Fad el Alla et Niète reconstituent l'armée de leur père et tentent de reprendre l'initiative au Kanem-Bornou. Ils sont battus; Fad El Alla est tué en août 1901. Une colonne est ensuite envoyée contre les Sénoussites du Kanem: ils sont vaincus en 1902 et ceux du Borkou en 1907. Il ne restait plus que le Wadaï à soumettre: le sultan résistant Doudmourah vaincu en 1908-1909 est remplacé par Alcyl, favorable aux Français. Continuant leur oeuvre de "pacification", les troupes coloniales soumettent les partisans de Doudmourah, achèvent l'occupation du Borkou en 1913 après la mort du sultan Senoussi en 1911. Le Tchad est alors totalement occupé.

Si les rebellions de l'Afrique équatoriale procèdent de la résistance à la conquête dans une région où la pénétration est insuffisante, elles évoquent surtout la résistance à l'ordre colonial par la mise en cause du régime économique et social des grandes compagnies concessionnaires. A l'intérieur de la colonisation française telle qu'elle s'organise avant la Première guerre mondiale, des formes de contestation politique, sociale et religieuse apparaissent déjà. Les migrations et les fuites hors des frontières affectent les populations de la Côte d'Ivoire; les Agnis émigrent en Gold Coast en

1915-1917 et les Guéré traversent la frontière libérienne jusqu'en 1921 en quête d'une existence plus libre. Sur un autre plan, les chefs religieux de l'islam sénégalais (le mouride Ahmadou Bamba) ou nigero-tchadien (les sénoussites) expriment aussi des refus du système colonial: Ahmadou Bamba dont la confrérie naît au moment de la conquête (1880-1895) a connu arrestations et déportations au Gabon (1895-1902), en Mauritanie (1903-1907) et en divers endroits du Sénégal (1907-1913). Notons aussi la résistance des chefs ralliés aux conquérants mais qui se sont rebellés lorsque leur autorité a été considérablement diminuée par la nouvelle administration: Agoli Agbo le roi fantoche d'Abomey a cru pouvoir régner après la capture de Gbehanzin, il a dû prendre le chemin de l'exil au Gabon pour cause d'indocilité; Alpha Yaya avait aidé les Français à conquérir le Fouta Djallon et le pays Coniagui; il a dû aller en exil au Dahomey et en Mauritanie pour les mêmes raisons. Ces formes sociales, religieuses et politiques de la résistance vont se développer entre les deux guerres et apporter une contribution, grâce à l'appui des élites nouvelles, à la gestation des mouvements modernes d'émancipation anticoloniale.

---

\* Université Nationale de Côte d'Ivoire